



GROUPES DE TRAVAIL VŒUX ET BAREMES, 22 ET 23 JANVIER 2018 DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU

Les très récentes déclarations devant l'Assemblée Nationale, du Ministre de l'Éducation nationale, M. Blanquer, concernant une réforme du recrutement et des affectations des enseignants et l'orientation plus générale que sont en train de prendre toutes les réformes (réforme du Lycée, réforme du recrutement dans le Supérieur, réforme de la formation professionnelle), inquiètent et révoltent la FSU.

Tendre vers une égale répartition de la « ressource enseignante » pour assurer sur l'ensemble du territoire un enseignement de qualité à tous les élèves est la préoccupation première de la FSU.

Le Ministre semble se diriger vers une autre logique : si les enseignants étaient recrutés localement par des chefs d'établissement qui auront à offrir des établissements plus ou moins prisés, dans des régions inégalement attractives ou une offre de formation très différente d'un bout à l'autre du pays, **ce serait la consécration d'une Éducation profondément inégalitaire**. L'administration gagnerait en « commodité de gestion » de la « ressource enseignante » ce que les élèves perdraient en égalité d'accès à une école de la réussite pour tous, quelles que soient leur origine sociale ou territoriale. Pour la FSU, ce serait scandaleux : **sacrifier l'avenir de certains élèves et renforcer les inégalités sociales et territoriales à une gestion comptable est inacceptable !**

Mettre à mal cette « ressource » ne va pas non plus aider à créer un climat propre à un échange serein entre équipe éducative et élèves au sein des établissements. Vous avez décidé de refuser des temps partiels dans 12 disciplines qui sont devenues, du fait d'un manque d'attractivité du métier, déficitaires. Les concours ne font plus le plein et le nombre de postes non pourvus ne cesse d'augmenter. Au lieu de rendre plus attractif un métier extrêmement dévalorisé, de procéder à des pré-recrutements comme la FSU le demande pour permettre à des étudiants de mener leurs études jusqu'à nos métiers, M. Blanquer décide de supprimer 2600 postes offerts au mouvement ! Mais qui va remplacer ces enseignants manquants devant les élèves ? Des contractuels qui eux aussi se détournent d'un métier peu rémunéré au vu des conditions de travail qui sont les nôtres ? Le climat scolaire se dégrade, les injonctions pour mettre en place des pratiques à la mode, mais qui n'ont pas fait la preuve de leur efficacité, se multiplient, la formation continue est quasi-inexistante et notre hiérarchie ne fait rien pour lutter contre la vision répandue dans la société qui nous taxe de « fainéants ». Pourtant, un nouvel enseignant sur 10 est en état de burnout dès sa 1^{ère} année d'enseignement selon une étude menée par une équipe de l'Université de Bordeaux 2. Dans l'académie de Toulouse, sans aller plus loin, 8 à 10 stagiaires de Mathématiques ont démissionné depuis la rentrée et 3 n'ont jamais pris leur poste...

Un recrutement local tel que semble l'envisager M. Blanquer ne résoudra pas ce problème. Au contraire, il va exacerber le stress et le mal-être professionnel en mettant en concurrence les établissements et les enseignants.

La FSU condamne fermement aujourd'hui les évolutions qui semblent se dessiner.

Nous demandons solennellement aujourd'hui à notre ministre de revenir sur ses réformes et au contraire de revenir à un mouvement en une seule phase, national, pour éviter effectivement un mouvement en aveugle qu'il semble, vu ses propos, regretter. Seul un mouvement national en une seule phase peut éviter une fracture scolaire, sociale et territoriale dans l'intérêt des élèves et permettre à tous les personnels enseignants, CPE et PsyEN de conserver des droits à mutation essentiels, puisqu'ils sont le pendant de l'obligation de rejoindre son poste.